

Brochure n° 3090

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1527. – IMMOBILIER**  
**(Administrateurs de biens, sociétés immobilières,**  
**agents immobiliers, etc.)**

---

AVENANT N° 73 *BIS* DU 22 NOVEMBRE 2018  
RELATIF AUX CONVENTIONS DE FORFAIT EN JOURS AVEC MODIFICATION DE L'ANNEXE  
« AMÉNAGEMENT ET RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL »

NOR : ASET1950215M  
IDCC : 1527

Entre :  
FNAIM ;  
SNPI ;  
SNRT ;  
UNIS,

D'une part, et  
CSFV CFTC ;  
FS CFDT ;  
CGT CSD ;  
SNUHAB CFE-CGC ;  
FEC FO OSDD,

D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Conformément aux engagements des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs représentatives de la branche pris dans l'avenant n° 73, et avec la préoccupation de garantir aux salariés le droit à la santé, à la sécurité, au repos et à l'articulation entre sa vie professionnelle et sa vie privée, l'employeur ou son représentant assure le suivi régulier de l'organisation du travail de l'intéressé et de sa charge de travail. Deux modèles d'outils d'accompagnement sont proposés à titre indicatif :

- un modèle de fiche mensuelle de suivi individuel des jours travaillés et des jours de repos ;
- un modèle de charte relative au droit à la déconnexion.

L'employeur garde la faculté de mettre en place d'autres outils présentant des garanties équivalentes.

Le modèle de charte relatif au droit à la déconnexion ayant déjà été annexé à l'avenant n° 73, le présent avenant a pour objet d'annexer à l'avenant le modèle de fiche mensuelle de suivi individuel des jours travaillés et des jours de repos.

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Fiche mensuelle de suivi individuel*

En application de l'article 19.9, un modèle indicatif de : « Fiche individuelle mensuelle de suivi » des jours travaillés est proposée par les partenaires sociaux.

Ce document permet de faire ressortir : le nombre et la date des journées ou demi-journées travaillées, le positionnement et la qualification des journées ou demi-journées non travaillées (notamment en repos hebdomadaires, congés payés, congés conventionnels, jours fériés chômés, jours de repos liés au plafond de la convention individuelle de forfait en jours...).

Ce document n'est qu'un exemple qu'il appartient à chaque entreprise d'adapter à son organisation et conformément à l'avenant n° 73 du 5 décembre 2017.

Ce document est édité et signé mensuellement et est à conserver pendant 3 ans par l'employeur, et tenu à la disposition de l'inspection du travail.

*(Fiche page suivante)*

### Fiche mensuelle individuelle de suivi des jours travaillés (indicative)

NOM/PRÉNOM du salarié		FONCTION/ classification		Nombre de jours travaillés prévus par la convention de forfait		
service		Année		Nombre de jours de repos au titre du forfait		

  

	SEMAINES	JOURS travaillés ou demi-journées	JOURS de repos au titre du forfait jours	CONGÉS Payés*	CONGÉS Convention- nels*	ABSENCE pour maladie*	ABSENCE non autorisée*	TOTAL hebdomadaire des jours travaillés	OBSERVATIONS	
Janvier	1									
	2									
	3									
	4									
	5									
					Total mensuel des jours travaillés					

\* Indiquer les dates précises

Documents à :

- éditer et signer mensuellement ;
- conserver 3 ans (article D. 3171-16 code du travail).

## **Article 2**

Conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les partenaires sociaux précisent que cet avenant s'applique de la même manière aux entreprises de moins de 50 salariés et aux entreprises de 50 salariés et plus.

En effet, s'agissant d'un avenant relatif au suivi individuel du temps de travail des salariés en forfait annuel en jours, l'objectif de protection de la santé et le respect de l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle justifient que le présent avenant s'applique de manière identique à toutes les entreprises entrant dans le champ de la CCN I sans distinction de leur effectif.

## **Article 3**

Le présent avenant entrera en vigueur à sa signature pour les employeurs adhérents à une organisation signataire et le premier jour du mois qui suivra la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension pour les autres employeurs.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 22 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)